

Le blocus en chiffres

8 minutes de blocus représentent le coût annuel du financement de l'éducation spécialisée pour les enfants et les jeunes malentendants (129 500 dollars).

13 minutes de blocus équivalent au coût des ressources nécessaires aux enfants malvoyants du pays (203 970 dollars).

16 minutes de blocus équivalent au coût d'achat du médicament Nusinersen pour le traitement annuel de l'atrophie spinale infantile (250 000 dollars).

46 minutes de blocus représentent le coût d'importation de pièces depuis des marchés lointains pour la réparation ou le remplacement des équipements de pompage d'eau (714 400 dollars).

3 heures de blocus équivalent au financement nécessaire pour le traitement à l'étranger pour infertilité de 109 couples (2,9 millions de dollars).

3 jours de blocus équivalent au financement nécessaire à la modernisation technologique du système bancaire cubain (65 millions de dollars).

4 jours de blocus équivalent au coût d'importation de tout le carburant nécessaire à l'économie nationale (78 510 000 dollars).

Introduction

Le présent document constitue la contribution de Cuba au rapport demandé au Secrétaire général des Nations Unies en vertu de la résolution A/RES/80/4 intitulée « *Nécessité de lever le blocus économique, commercial et financier imposé à Cuba par les États-Unis d'Amérique* » et adoptée à une écrasante majorité par l'Assemblée générale des Nations Unies le 29 octobre 2025.

Le montant total des préjudices causés à Cuba par le blocus entre le 1^{er} mars 2025 et le 28 février 2026 atteint le chiffre record de **8 083 300 000 dollars**, soit 7 p. 100 de plus que le montant, déjà très élevé, indiqué dans le rapport précédent. On trouvera en annexe le détail de ces préjudices pour chaque secteur de la société cubaine.

À prix courant, les dommages accumulés au cours des années d'application du blocus s'élèvent à **178 700 500 000 dollars**, soit 4,7 p. 100 de plus que le montant mentionné au rapport précédent, ce qui, compte tenu de la forte hausse du prix de l'or par rapport au dollar, donne un total cumulé de **3 896 505 000 000 dollars**.

Sans le blocus, le PIB de Cuba, à prix courants, aurait été supérieur de 10,8 p.100 à la valeur estimée pour 2025.

Le montant gigantesque de ces préjudices n'est pas surprenant puisque le président des États-Unis lui-même a déclaré le 8 janvier 2026, en faisant référence à la politique de son administration envers Cuba : « *Je ne pense pas qu'on puisse exercer beaucoup plus de pression, si ce n'est entrer et tout détruire.* »

Après plus de 60 ans d'application rigoureuse, le blocus poursuit toujours le même objectif : détruire la Révolution cubaine. À cette fin, on provoque des pénuries, on cherche à détruire le tissu social et productif et on tente d'isoler le pays, dans l'espoir que les Cubains renoncent à vouloir décider de leur destin.

Rien n'illustre plus clairement la finalité du blocus que le mémorandum du sous-secrétaire d'État de l'époque, Lester Mallory, daté du 6 avril 1960, où l'on peut lire ce qui suit : « *... il faut mettre en œuvre au plus vite tous les moyens possibles pour miner la vie économique de Cuba... un plan d'action qui, d'une manière aussi adroite et discrète que possible, ferait les plus grandes percées en refusant à Cuba argent et approvisionnements afin de réduire les salaires nominaux et réels, de provoquer de la faim, du désespoir et le renversement du gouvernement.* »

Au cours de l'année écoulée, l'administration étasunienne a multiplié les tentatives pour asphyxier et isoler complètement la Révolution cubaine. À cette fin, un blocus énergétique de l'île et un dispositif complet de sanctions secondaires visant toute entité d'un pays tiers investissant à Cuba ou ayant des relations commerciales avec des entités cubaines ont été mis en place comme outils de pression maximale.

Cela s'ajoute aux effets néfastes de la présence injustifiable de Cuba sur la liste unilatérale, arbitraire et fallacieuse du département d'État des pays prétendument commanditaires de terrorisme, à la traque financière agressive et à l'application stricte des lois du blocus, principalement de la Loi Helms-Burton.

Une étape supplémentaire a été franchie dans l'escalade agressive étasunienne avec le recours dangereux et irresponsable à un discours de plus en plus menaçant pour la souveraineté et l'intégrité territoriale de Cuba. Au cours du premier semestre 2026, les déclarations de hauts responsables du gouvernement étasunien mentionnant l'emploi de la force comme moyen d'éliminer le système politique et économique cubain ont été constantes. L'atteinte à l'autodétermination et l'ingérence dans les affaires intérieures de Cuba sont évidentes.

De telles déclarations s'ajoutent à la guerre psychologique menée contre les Cubains, et n'ont d'autre but que de rendre encore plus angoissante et stressante leur vie quotidienne et de provoquer une explosion sociale.

Du fait du renforcement sans précédent du blocus à des niveaux extrêmes et de l'intensification soutenue et délibérée de l'agression multidimensionnelle de l'administration étasunienne envers Cuba, le peuple cubain a vu sa qualité de vie se dégrader et a subi d'incalculables dommages humanitaires. Manque quasi complet de carburant, coupures de courant prolongées et angoissantes, interruptions généralisées du système électrique national, pannes récurrentes du système d'approvisionnement en eau, grandes difficultés en ce qui concerne le ramassage des déchets solides et difficultés également avec la nourriture et les médicaments ont été des éléments qui ont défini la vie quotidienne des Cubains depuis le début de 2026. Toutes ces problématiques ont pour cause commune le blocus.

Le blocus énergétique comme châtiment collectif du peuple cubain

Le 29 janvier 2026, le blocus étasunien a été renforcé de manière inédite par l'instauration officielle d'un blocus énergétique contre Cuba. Ce jour-là, le président étasunien a signé un décret exécutif (EO 14380) autorisant l'imposition de tarifs douaniers supplémentaires sur les importations de tout pays vendant ou fournissant, directement ou indirectement, du pétrole à Cuba.

Cette mesure a été prise sous le prétexte absurde et ridicule que Cuba serait une « *menace inhabituelle et extraordinaire* » pour la sécurité nationale et la politique étrangère des États-Unis.

Il convient de noter que quelques semaines après la signature de ce décret exécutif, la Cour suprême des États-Unis a statué qu'aucun fondement juridique ne permettait au président étasunien d'imposer des droits de douane sans l'autorisation du Congrès. Cela a conduit à la suppression de tous les droits de douane appliqués par le président Trump à divers pays. Cependant, en ce qui concerne Cuba, la menace permanente de l'usage de la force, l'interception de pétroliers, ainsi que la crainte face à la possible adoption

d'autres mesures coercitives, ont conduit à un blocage quasi absolu des approvisionnements en carburant à destination de la nation caribéenne.

Du fait de ces pressions, au premier semestre 2026, seul un pétrolier, en provenance de la Fédération de Russie, a accosté à Cuba au titre de l'aide humanitaire. Sa cargaison de 100 000 tonnes de pétrole brut, bien qu'elle ait été un soulagement et la preuve d'une solidarité résolue, ne répondait qu'à une part limitée des besoins énergétiques de Cuba. De fait, fin mai 2026, la réserve en carburant disponible dans le pays était inférieure de 2 667 800 tonnes à ce qui était prévu.

Le président de la République de Cuba, Miguel Díaz-Canel Bermúdez, a publiquement évoqué les nombreuses communautés du pays qui, du fait de cette situation, ont subi des coupures de courant de plus de 30 heures d'affilée. Évidemment, cela a provoqué de l'irritabilité, de l'inconfort, des privations et une grande angoisse dans la population, ce qui correspond aux objectifs définis dès 1960 dans le mémorandum de Lester D. Mallory.

Le diagnostic du système énergétique cubain réalisé fin mai 2026 montre que les 1 400 mégawatts de puissance disponible existants ne produisent pas d'électricité par manque de combustible. Plus précisément, seulement 18,5 p. 100 de l'électricité qui aurait dû être produite par les générateurs diesel l'a effectivement été, d'où un déficit de production de 338,3 GWh. De même, seulement 14,5 p.100 de l'électricité qui aurait dû l'être par les générateurs à essence l'a effectivement été, d'où un déficit de production de 644,5 GWh.

Suite à l'instauration du blocus énergétique, en 2026, le déficit en électricité a augmenté exponentiellement. Dans le secteur économique, seulement 54,6 p. 100 du plan d'approvisionnement en électricité, qui accusait déjà un déficit, a pu être respecté. Dans le secteur résidentiel, le plan a été respecté à hauteur de 83 p. 100, ce qui représente en moyenne plus de 20 heures de coupure d'électricité sur tout le territoire national.

La mise en œuvre du blocus énergétique constitue une aggravation de la politique de traque des approvisionnements en carburant de Cuba, qui a débuté en juillet 2019, et qui a inclus l'interception illégale par les forces étasuniennes des approvisionnements en pétrole venant du Venezuela dès la fin 2025.

Suite à la stratégie américaine visant à désactiver le système national électro-énergétique, la production thermique a été, en 2025, de 7 789 GWh, soit une réduction de 1 046,6 GWh par rapport à 2024, année où la production d'énergie grâce à ces technologies a atteint 8 836 GWh.

Selon des rapports de l'entreprise nationale Unión Eléctrica, les restrictions imposées à Cuba ont empêché la réalisation de la maintenance partielle, élargie et capitale des centrales thermiques du pays, si bien que 11 des 15 centrales existantes ont été écartées du cycle de maintenance capitale.

Le blocus énergétique décrit précédemment, ainsi que d'autres mesures intensifiant à l'extrême le blocus, constituent un acte de génocide qui peut également être qualifié de

châtiment collectif de la population cubaine, de grave violation du droit international et même de violation du droit international humanitaire, même s'il n'y a pas de guerre conventionnelle entre les États-Unis et Cuba.

Un communiqué émis le 12 février 2026 par quatre titulaires de mandat au titre des procédures spéciales du Conseil des droits de l'homme des Nations Unies¹ a signalé que cette situation suscitait de graves préoccupations au regard du droit international des droits de l'homme, et que ce décret aggravait les effets de la qualification illégale de Cuba par les États-Unis comme État commanditaire de terrorisme.

Le 7 mai 2026, une nouvelle déclaration de titulaires de mandat au titre des procédures spéciales du Conseil des droits de l'homme² a abordé la question de la privation d'énergie à laquelle les États-Unis soumettait Cuba depuis le décret exécutif du 29 janvier, et a souligné que la mise en place d'un blocus énergétique était incompatible avec les normes internationales en matière de droits de l'homme compte tenu des retombées de cette politique dans de multiples domaines tels que le droit à l'éducation et aux soins médicaux, en particulier pour les enfants cubains.

Le Haut-Commissariat des Nations Unies aux droits de l'homme, par l'intermédiaire de son porte-parole, a également reconnu que ces restrictions mettaient en danger, au niveau national, des services essentiels tels que les systèmes de santé, d'alimentation et d'approvisionnement en eau, en raison de leur forte dépendance aux carburants importés. Cette entité des Nations Unies a également souligné que les unités de soins intensifs, ainsi que les banques de sang et les réserves de médicaments sensibles aux écarts de température étaient mis à mal par cette limitation d'acquisition de carburants.

Le Coordonnateur résident du système des Nations Unies à Cuba a assuré, lors d'une conférence de presse du porte-parole du Secrétaire général, tenue le 26 février, que la pénurie d'énergie était devenue le principal multiplicateur de risques humanitaires pour la population cubaine. De même, le Secrétaire général des Nations Unies, par l'intermédiaire de son porte-parole, a exprimé son inquiétude face à la pénurie croissante de carburants à Cuba et à son impact sur la population.

Le Directeur général de l'Organisation mondiale de la Santé, Tedros Adhanom Ghebreyesus, s'est prononcé dans le même sens lorsqu'il a dit, en faisant référence à la mesure imposée à Cuba, que la santé devait être protégée à tout prix et ne jamais être à la merci de la géopolitique, des blocus énergétiques et des coupures d'électricité.

Comme on peut le constater, toutes ces déclarations de hauts responsables du système des Nations Unies sont conformes aux dispositions de l'article 33 de la quatrième

¹ L'Expert indépendant sur la promotion d'un ordre international démocratique et équitable ; le Rapporteur spécial sur la promotion et la protection des droits de l'homme et des libertés fondamentales dans la lutte antiterroriste ; le Rapporteur spécial sur le droit à l'alimentation et le Rapporteur spécial sur les effets négatifs des mesures coercitives unilatérales sur l'exercice des droits de l'homme.

² Le Rapporteur spécial sur le droit au développement, le Rapporteur spécial sur le droit à l'alimentation et le Rapporteur spécial sur les droits humains à l'eau potable et à l'assainissement.

Convention de Genève de 1949 qui établit que les sanctions collectives sont interdites, situation à laquelle l'ensemble du peuple cubain est incontestablement soumis du fait de l'imposition du blocus énergétique.

En outre, le décret exécutif du 29 janvier 2026 viole les droits souverains des États tiers, notamment en ce qui concerne leurs relations commerciales, car ils sont menacés de mesures coercitives secondaires s'ils fournissent du carburant à Cuba. Il s'agit d'une mesure au caractère extraterritorial marqué, qui confirme que le blocus imposé à Cuba n'est pas une question bilatérale comme le prétendent faussement les États-Unis.

Ce décret exécutif constitue également une violation de la liberté du commerce et de la navigation, ainsi que des règles de l'Organisation mondiale du commerce. C'est une entrave manifeste et illégitime au libre commerce des carburants entre Cuba et ses différents partenaires ou fournisseurs. Les États-Unis entendent ainsi dicter leur conduite à des pays souverains, leur dire à qui ils peuvent ou ne peuvent pas vendre leurs propres ressources naturelles.

Une analyse plus approfondie montre que cette situation se décompose en une série de violations graves qui concernent plus précisément cet aspect du droit international. Par exemple, il y a une violation du principe de non-discrimination, pierre angulaire de l'OMC. En raison de l'effet intimidant de ce décret, Cuba a été exclue de facto de la chaîne mondiale d'approvisionnement en carburants, ce qui ne peut être qualifié que d'illégal et de discriminatoire.

Le blocus énergétique est non seulement illégal, ce qui a été prouvé, mais aussi complètement cynique. Tandis qu'il intimide des pays tiers pour que ceux-ci ne vendent pas leurs carburants à Cuba et qu'il rejette la possibilité pour les institutions publiques cubaines d'en acheter, le gouvernement étasunien s'arroge le droit d'autoriser les sociétés de son pays à exporter des carburants à destination exclusive du secteur non étatique cubain et des ambassades établies dans l'île.

Le gouvernement étasunien entend ainsi s'assurer de la non-arrivée à Cuba des carburants nécessaires au système électrique national, à l'approvisionnement en eau potable, au système de santé, au transport public, aux communications, aux établissements d'enseignement, au service de ramassage des ordures ménagères et à tous les domaines de la vie en société dans lesquels intervient l'État cubain.

Ainsi, le 19 juin 2026, l'entreprise Aguas de La Habana a dû publier une note de presse dans laquelle elle annonce que, en raison des problèmes causés aux sources d'approvisionnement par le déficit énergétique, dû lui-même au manque de carburants, les délais de distribution seraient encore plus allongés.

Nombreux sont les exemples qui montrent la situation très difficile à laquelle sont confrontés les milliers de travailleurs du secteur public, mais aussi, et tout particulièrement, ceux du secteur non étatique depuis l'instauration du blocus pétrolier contre Cuba. Des chauffeurs de taxi ont dû arrêter de travailler faute de carburant. Des

artisans et des propriétaires de chambres d'hôtes, de bars et de restaurants se sont retrouvés pratiquement sans clients depuis que l'arrivée des vols internationaux et, par conséquent, des touristes a été réduite au minimum du fait de l'impossibilité pour Cuba d'accéder aux carburants pour avions. En règle générale, toutes les petites entreprises qui ne peuvent pas financer l'importation de leur carburant et qui, par conséquent, dépendent d'un système énergétique national déjà très touché, connaissent des perturbations systématiques dans leur fonctionnement.

Pour le secteur non étatique dans toutes ses modalités cela signifie des pertes économiques. Pour les petits entrepreneurs cela signifie aussi, et surtout, de voir avec angoisse se réduire les moyens qui leur permettent, ainsi qu'à leur famille, de subsister. Cela montre également la fausseté de l'argument habituellement avancé par le gouvernement étasunien selon lequel ses mesures contre Cuba ne concerneraient que le gouvernement et le secteur économique étatique.

Le blocus énergétique imposé à Cuba a été si radical que ni la grande presse américaine ni même les plus hauts responsables du gouvernement étasunien, qui d'ailleurs se sont à plusieurs reprises vantés en affirmant que puisque Cuba n'avait plus de pétrole, il était sur le point de tomber, n'ont pu l'ignorer.

Par exemple : l'article d'opinion publié le 12 mai 2026 dans le New York Times dans lequel les parlementaires étasuniens Pramila Jayapal et Jonathan L. Jackson racontent leurs impressions après une visite à Cuba en avril 2026. Les deux parlementaires disent avoir été impressionnés par les effets inhumains du blocus énergétique et affirment catégoriquement que « *si le peuple étasunien savait tout ce qui se passe réellement à Cuba, il exigerait la fin immédiate du blocus.* »

La pénurie de carburants qui a touché le pays tout entier a eu des retombées dévastatrices sur presque tous les secteurs de la société.

Dans le secteur de la santé, les dommages causés par le blocus énergétique menacent directement la vie des patients - ce qui montre sa nature cruelle et génocidaire. Dans le service de néonatalogie d'un important hôpital de gynécologie-obstétrique de Cuba, la vie des nouveau-nés les plus fragiles dépend d'un approvisionnement en électricité instable. La Docteure Niurka Moreno Obregón, chef du service, raconte que, comme de nombreux ventilateurs n'ont pas de batteries en état de marche, chaque coupure de courant force un vieux générateur à démarrer en moins de dix secondes. Si la ventilation est interrompue au-delà de ce délai, elle doit être réalisée manuellement, avec des résultats incertains.

Cette précarité concerne également les couveuses, les balances et plus de 95 p.100 des équipements, qui tous dépendent d'une énergie qui n'est jamais sûre. Comme 148 autres hôpitaux du pays, ce centre subit une « asphyxie » énergétique qui touche même les salles d'accouchement.

La Docteure Yudmila Rodríguez Verdecia, cheffe du service d'anesthésie et du bloc obstétrical raconte que : *« en cas d'urgence électrique, de coupure de courant, toute l'unité est complètement déconnectée. Nous demeurons dans l'obscurité totale. L'opération doit continuer car l'acte chirurgical ne peut être arrêté. Nous devons même continuer à opérer à la lumière de nos téléphones portables. »*

Le danger est immédiat et multiple. La couveuse du service de néonatalogie cesse de fonctionner, rendant impossible le maintien de la bonne température pour le nouveau-né, qui doit, mesure désespérée, être enveloppé dans des couvertures. La station d'anesthésie, cœur du bloc opératoire, est complètement éteinte. Même s'ils disposent d'un système auxiliaire d'oxygénation pour maintenir le patient en vie, les chirurgiens ne peuvent plus compter sur aucun système de contrôle.

Les enfants atteints de cancer sont confrontés à des menaces similaires. Chaque année, entre 300 et 400 cas de cancers sont diagnostiqués chez les enfants et les adolescents cubains. Leur vie dépend de médicaments et d'équipements spécialisés qui fonctionnent à l'énergie électrique.

Les patients ne sont pas les seuls à souffrir des limitations provoquées par le blocus. Leurs familles, qui vivent dans l'angoisse et dans l'incertitude du fait de ces pénuries, en sont également victimes.

Licet Rodríguez Alonso accompagne depuis près de quatre ans son fils Diego dans son traitement contre le cancer, maladie diagnostiquée chez lui lorsqu'il avait quinze ans. Entre Villa Clara et La Havane, la vie familiale s'organise autour des opérations, des séances de chimiothérapie et de radiothérapie. Aujourd'hui, Diego est en radiothérapie, un acte qui dépend d'équipements qui consomment beaucoup d'électricité alors que le carburant est rare.

« Comment ne pas m'inquiéter de la situation actuelle ? », se demande sa mère. « Diego est en radiothérapie. Sans carburant, comment vont-ils faire démarrer ces appareils ? S'ils arrêtent l'hôpital, comment Diego va-t-il continuer son traitement ? »

Les restrictions énergétiques et la pénurie de moyens provoqués par le blocus ont porté un grave préjudice à la capacité opérationnelle des hôpitaux. Actuellement, la liste d'attente nationale pour les opérations chirurgicales comprend 100 000 patients, dont 12 000 enfants. Et ces chiffres sont en augmentation, car le système national de santé, du fait de l'actuel blocus énergétique, est contraint de reporter les chirurgies non urgentes pour prioriser les chirurgies oncologiques et d'autres chirurgies cruciales pour la vie des patients.

Le fonctionnement par intermittence du transport réfrigéré, par manque de carburant, a rendu difficile la vaccination en temps opportun de plus de 30 000 enfants, en dépit du fait que les vaccins se trouvaient physiquement dans les réserves du pays. De même, la prise en charge des 2 888 patients qui suivent un traitement par hémodialyse, lequel

nécessite une stabilité énergétique actuellement très difficile à garantir, a été rendu très difficile.

Cette situation dramatique a attiré l'attention du Directeur général de l'Organisation mondiale de la santé (OMS), Tedros Adhanom Ghebreyesus, qui a déclaré : « *La situation à Cuba est profondément préoccupante, car le pays peine à maintenir la prestation des services de santé à un moment de turbulences immenses* », et qui a souligné que la pénurie d'énergie « *avait affecté la santé* ».

Le plus haut responsable de l'OMS a confirmé que les hôpitaux cubains rencontraient des difficultés pour maintenir en activité les services d'urgence et de soins intensifs. Il a également ajouté que « *les hôpitaux cubains, les cliniques et les ambulances étaient nécessaires, maintenant plus que jamais, et devaient recevoir un soutien pour pouvoir mener à bien leur travail vital* ».

De son côté, le coordonnateur résident du système des Nations Unies à Cuba a alerté sur la situation à risque dans laquelle se trouvaient 32 000 femmes enceintes en raison de l'instabilité de l'accès aux services de soins prénataux.

Le porte-parole du Secrétaire général des Nations Unies a également exprimé son inquiétude face aux milliers de patients atteints de cancer qui ont besoin d'un traitement par radiothérapie ou chimiothérapie et qui ne peuvent pas le recevoir en raison des coupures de courant et du manque de moyens.

Autre preuve du caractère génocidaire du blocus : la baisse qu'il a fait subir aux taux de survie au cancer à Cuba. Le nombre de personnes qui meurent d'un cancer dans le pays a considérablement augmenté, dépassant désormais 70 par jour. Bien que les taux de survie cubains restent supérieurs à ceux des pays à revenus intermédiaires et faibles, et même aux objectifs de l'OMS, ils ont diminué ces dernières années. Chez les enfants et les jeunes, le taux de survie a chuté de 85 à 65 p.100. Cette évolution coïncide avec le durcissement du blocus américain.

La directrice du Département de réponse aux crises du Bureau de la coordination des affaires humanitaires et le directeur de la Gestion des crises humanitaires et des catastrophes l'OMS ont confirmé, après leur visite à Cuba en mai 2026, que le manque de carburants avait un impact direct sur la santé publique et l'accès aux établissements de santé.

Dans le secteur de l'éducation, le manque de carburant a limité les déplacements des élèves et des enseignants dans tout le pays (environ 30 % des inscrits). En outre, le déroulement harmonieux du processus d'enseignement-apprentissage, ainsi que la réalisation des activités complémentaires planifiées, ont été perturbés, tout comme l'ont été les horaires institutionnels. La pratique de la pédagogie différenciée s'est réduite.

En ce qui concerne l'enseignement supérieur, tous les cours du premier semestre 2026 ont dû être donnés à distance, ce qui a nui à l'interaction entre enseignants et étudiants.

L'éducation spécialisée continue de rencontrer de grandes difficultés malgré les efforts réalisés par les institutions de ce secteur pour prendre en charge les élèves et leurs familles. Par exemple, l'école spécialisée Flor de la Revolución, qui accueille 232 enfants souffrant de troubles de la vision et provenant de sept communes de La Havane, nécessite un service de transport scolaire stable pour pouvoir s'occuper correctement des élèves.

L'instabilité du service électrique perturbe également la routine scolaire : les salles de classe nécessitent un bon éclairage et, en cas de coupure de courant, les cours sont donnés dans la cours de récréation ou dans les couloirs. La directrice de cette école explique que le manque de courant nuit même à la bonne alimentation et au repos des enfants, donc à leurs performances scolaires.

La production d'aliments a également été gravement touchée par le blocus énergétique. Pendant la campagne agricole de saison sèche, qui a duré jusqu'aux premiers mois de 2026, les systèmes d'irrigation n'ont pu fonctionner que 2 heures par jour sur les 16 nécessaires en moyenne, ce qui a entraîné la rupture des cycles d'irrigation et la baisse des rendements agricoles. Cette situation a eu pour cause essentielle le manque de carburant.

Par ailleurs, l'équipe de pays des Nations Unies à Cuba a annoncé que quelque 20 000 tonnes d'aliments avaient été pré-positionnées sur le territoire national, mais que leur distribution aux communautés vulnérables était très lente à cause de la pénurie en carburants.

Pour des raisons similaires, les autorités chargées du transport à Cuba avaient dû prendre des mesures afin de réduire le nombre de voyages interprovinciaux, de limiter le transport de marchandises, ainsi que le transport par d'autres modalités.

Dans le cas du transport aérien, il a été beaucoup plus difficile de trouver des alternatives face à l'impossibilité d'acquérir les carburants nécessaires. De fait, c'est seulement quelques jours après la promulgation du Décret exécutif du 29 janvier que la direction de l'Aéronautique civile cubaine a dû annoncer qu'il lui était impossible de ravitailler les aéronefs en carburant d'aviation (Jet A-1) dans ses aéroports.

Cette situation a eu un effet désastreux sur le tourisme à Cuba, car les voies d'entrée des voyageurs dans le pays se sont réduites. Il convient de noter que les prévisions établies fin 2025 sur la base des contrats conclus avec des voyagistes internationaux donnaient des taux d'occupation favorables pour la saison d'hiver qui commençait début 2026. L'imposition du blocus énergétique a cependant modifié brutalement ces perspectives de reprise.

L'augmentation des sanctions secondaires en tant qu'outils de renforcement du blocus et de son caractère extraterritorial.

Comme si les mesures décrites précédemment ne constituaient pas un châtement suffisant pour peuple cubain, le gouvernement des États-Unis a décidé d'accroître encore plus sa pression sur Cuba en promulguant, le 1^{er} mai 2026, un autre décret exécutif (EO 14404). Ce nouveau décret s'inscrit à la suite de celui du 29 janvier 2026 qui inaugure le faux récit selon lequel, affirmation ridicule et odieuse, Cuba serait une « *menace inhabituelle et extraordinaire pour la sécurité nationale des États-Unis* ».

Le décret exécutif du 1^{er} mai accentue le caractère extraterritorial du blocus imposé à Cuba car il permet de geler les avoirs et de limiter les opérations de toute personne ou entité étrangère opérant dans des secteurs considérés comme stratégiques de l'économie cubaine, que le texte précise : l'énergie, les mines, les finances, la sécurité et la défense. Il autorise également les sanctions contre ceux qui apporteraient un soutien financier, matériel, technologique ou logistique au gouvernement ou à l'État cubain.

La mention expresse des secteurs de l'énergie et de la finance n'est pas due au hasard mais répond à un plan bien conçu visant à renforcer le blocus énergétique et à approfondir les effets du blocus économique, commercial et financier.

L'un des aspects les plus novateurs, et les plus incisifs, de ce décret exécutif est qu'il introduit de sévères sanctions secondaires contre les banques étrangères, les institutions financières et les entreprises qui faciliteraient les transactions en rapport avec toute personne ou entité « sanctionnée ».

Concrètement, ces sanctions accroissent la pression exercée sur les pays tiers, les entreprises et les institutions financières ayant des liens avec Cuba, ainsi que sur tous ceux qui pourraient potentiellement en avoir. À cette fin, le gouvernement étasunien utilise comme moyen de pression la crainte de perdre l'accès au marché et au système financier américains. Cela révèle une fois de plus la nature extraterritoriale du blocus imposé à Cuba.

Le décret exécutif du 1^{er} mai prévoit également des restrictions migratoires et d'entrée aux États-Unis pour les personnes qui auraient, selon le gouvernement de ce pays, apporté un soutien matériel à l'État cubain. Il s'agit de toute évidence d'un autre élément dissuasif et intimidant de poids visant à ce que les tiers cessent leurs opérations avec Cuba.

En raison de craintes similaires, plusieurs compagnies aériennes ont annoncé la suspension de leurs vols à Cuba. C'est le cas de Plus Ultra, une compagnie à laquelle avait fait appel Cubana de Aviación, la compagnie aérienne nationale, pour assurer la liaison Madrid - Santiago de Cuba - La Havane, et qui a annoncé, le 12 mai, l'arrêt de ses vols au motif explicite qu'elle voulait ainsi éviter les risques résultant dudit décret exécutif, qu'elle a qualifié d'évènement de force majeure hors de son contrôle.

Les prestigieuses compagnies maritimes internationales Hapag-Lloyd et CMA-CGM ont cessé d'accepter de nouvelles commandes en lien avec l'île dans l'attente de l'analyse des possibles conséquences du décret exécutif du 1^{er} mai. Bien qu'aucune estimation de

la portée, de la durée et du coût économique de cette décision n'ait encore été réalisée, les chaînes d'approvisionnement de Cuba subissent désormais une tension accrue du fait du poids de ces entreprises dans le transport maritime international de marchandises.

Par ailleurs, les agences des Nations Unies à Cuba ont signalé que plus de 2 900 tonnes de cargaisons alimentaires et humanitaires déjà contractées ont été affectées par les interruptions du transport maritime à destination de Cuba. C'est le cas de sept cargaisons critiques d'une valeur de 630 000 dollars, comprenant des kits médicaux d'urgence, des fournitures pour nouveau-nés, des compléments alimentaires pour femmes enceintes et allaitantes, des équipements pour le traitement de l'eau et des kits d'hygiène menstruelle.

Le décret exécutif 14404 a également provoqué la suspension par des institutions bancaires des services financiers qu'elles fournissaient à Cuba pour la réalisation de ses transactions internationales. Les paiements par cartes Visa et Mastercard sur l'île sont devenus impossibles, car les banques utilisées par Cuba comme banques correspondantes ont refusé de poursuivre leurs relations en raison du risque qu'elles pouvaient courir aux États-Unis.

Cet isolement financier a toujours été un objectif clé dans la stratégie étasunienne visant à faire sombrer l'économie cubaine. Ses conséquences ne se limitent pas simplement à la non-réalisation de transactions. En fait, elles impliquent l'impossibilité pour Cuba d'acheter, entre autres choses, des aliments, des intrants pour la production de médicaments, des machines pour l'industrie, indépendamment du fait que le pays dispose des fonds nécessaires pour cela.

Par ailleurs, la croisade menée par les autorités étasuniennes depuis la promulgation du décret exécutif 14404 a pour objectif clair de liquider l'industrie hôtelière cubaine, compte tenu de l'importance du tourisme, un des principaux secteurs de l'économie du pays.

Au cours des premiers jours de juin 2026, plusieurs chaînes hôtelières internationales, parmi les plus importantes opérant à Cuba, ont abandonné la gestion de dizaines d'hôtels dans le pays. Ces décisions ont été prises par crainte de représailles sur leurs biens et comptes bancaires aux États-Unis.

Sous couvert du décret exécutif du 1^{er} mai, les départements d'État et du Trésor étasuniens ont engagé une véritable chasse aux sorcières contre toute personne ayant des affaires à Cuba ou entretenant des liens avec Cuba. La portée de telles actions laisse entrevoir le second objectif de la stratégie étasunienne : en plus de vouloir provoquer l'effondrement du système économique, politique et social cubain, les États-Unis cherchent à effrayer tout rival commercial éventuel afin de parvenir à leur objectif si désiré, prendre le contrôle total de l'île.

Dans le secteur de l'énergie, pour ne laisser aucun doute sur la portée de leur blocus, les États-Unis, le 11 juin 2026, ont sanctionné la société d'État cubaine Unión Cuba-Petróleo (CUPET) en vertu du décret 14404. Ainsi, le gouvernement étasunien a bloqué la possibilité de réaliser toute opération commerciale impliquant l'approvisionnement de

Cuba en grandes quantités de carburants, autrement dit réalisée à travers l'emploi de pétroliers, même si les contreparties cubaines concernées sont des particuliers, car ces approvisionnements requièrent inévitablement l'utilisation des infrastructures de CUPET pour le transfert, le stockage et la conservation de grandes quantités de carburants dans des conditions sûres.

L'application de ces mesures a permis la mise en place d'un dispositif sophistiqué d'asphyxie de la population cubaine, dont la pression dépasse largement celle exercée depuis des décennies sur le pays. Après plusieurs mois de mise en œuvre de ces moyens renforcés de coercition, la dégradation de la qualité de vie des Cubains, qui affrontaient déjà avec un grand stoïcisme les effets cumulés du blocus et les privations résultant de celui-ci, est devenue palpable.

Aucun peuple ne mérite de subir un si grand châtiment pour le simple fait d'avoir défendu son droit à l'autodétermination.

Effets résultant de l'application de la Loi Helms-Burton et de l'inscription de Cuba sur la liste unilatérale des États commanditaires de terrorisme.

La mise en œuvre de la Loi Helms-Burton, en particulier son Titre III, ainsi que la traque financière résultant de l'inscription arbitraire de Cuba sur la liste des États commanditaires de terrorisme, ont été deux outils clés dans la politique de pression maximale contre Cuba et de renforcement du blocus depuis 2019.

Le Titre III de la Loi Helms-Burton permet d'engager des poursuites devant les tribunaux étasuniens contre toute personne physique ou morale qui aurait réalisé des activités en lien avec des biens nationalisés par le gouvernement cubain. Ce Titre a fortement dissuadé les investissements à Cuba compte tenu du risque qu'il implique pour les partenaires étrangers d'être soumis à des poursuites judiciaires devant les tribunaux américains.

Fin mars 2026, 46 demandes avaient été déposées en vertu du Titre III de la Loi Helms-Burton, dont 24 sont toujours en cours. Les principaux domaines attaqués par les demandes résultant de cette loi sont le tourisme, les compagnies maritimes, les mines, la construction, la livraison et la distribution de carburant, les lignes aériennes et l'agriculture. La plupart des entreprises ciblées par ces demandes sont, paradoxalement, de nationalité américaine.

Le 25 novembre 2025, une nouvelle demande a été déposée contre la compagnie aérienne étasunienne Delta par José Ramón López Regueiro, qui prétend être l'héritier légitime de l'aéroport international José Martí de La Havane.

Pour illustrer plus précisément les effets extraterritoriaux du blocus sur le tourisme, qui vont jusqu'à la violation des droits de ressortissants de pays tiers, il convient de se reporter à un article publié dans le média numérique *The Pointer*, daté du 21 janvier 2026.

Cet article raconte l'histoire d'une famille canadienne qui, souhaitant voyager à Cuba, a voulu échanger les points fidélité accumulés sur sa carte bancaire Toronto Dominion Bank (TD) contre des billets d'avion et un hébergement sur l'île via le site Expedia. Après avoir saisi « La Havane » dans le moteur de recherche du site, elle a vu un message apparaître l'informant que cette option n'était pas disponible. Cette famille a ensuite appris qu'Expedia Group avait bloqué les réservations à Cuba, même celles des clients non-étasuniens, arguant des risques juridiques résultants du blocus étasuniens, y compris de la Loi Helms-Burton.

De même, le maintien absurde et arbitraire de Cuba sur la liste fallacieuse des États prétendument commanditaires de terrorisme, dressée par le département d'État étasunien, demeure un obstacle majeur au développement du pays. Cette mesure a renforcé l'extraterritorialité du blocus, car, par crainte de représailles étasuniennes, les entités étrangères sont devenues plus précautionneuses et ont pris davantage de distance vis-à-vis de leurs contreparties cubaines.

Cette qualification fallacieuse et unilatérale d'État commanditaire de terrorisme, que le gouvernement des États-Unis n'a pu étayer par la moindre preuve, constitue un instrument d'agression et ignore délibérément la contribution avérée de notre pays à la lutte contre le terrorisme. Tout le monde sait, y compris les organisations étasuniennes chargées de l'application des lois, que loin de parrainer le terrorisme, Cuba a été victime de ce fléau et a respecté à la lettre ses engagements internationaux en la matière.

Les conséquences économiques de cette qualification ont été dévastatrices. Entre mars 2025 et février 2026, 34 banques internationales ont interrompu leurs opérations ou ont refusé de faire des opérations avec Cuba par crainte de sanctions secondaires, d'où des annulations de compte et des refus de virements pour l'achat d'aliments, de médicaments et de carburants.

De plus, cette mesure a conduit au paiement de taux d'intérêts élevés, à cause de la notation de « risque-pays » assignée à Cuba. Par conséquent, l'accès au financement par les banques et les entreprises nationales continue de se restreindre par rapport aux périodes précédentes, ce qui se reflète dans la réduction de la production de biens et de service au niveau interne.

La position défavorable dans laquelle se trouvent les institutions financières pour réaliser des paiements, jointe à l'impossibilité d'accéder à des routes logistiques plus rapides, a contraint Cuba à payer des surcoûts élevés pour acheter des intrants prioritaires. Tout ceci a augmenté le poids des effets cumulés du blocus et accentué son effet d'usure dans le temps.

Les plateformes numériques et les services technologiques ont également subi les effets de cette qualification. Des interruptions de paiement aux hôtes cubains sur les plateformes d'hébergement, des interruptions de services de messagerie aux entreprises cubaines par des fournisseurs liés à des entreprises étasuniennes et des fermetures de

comptes de campagnes de solidarité ouverts pour collecter de fonds pour des dons ont été enregistrées.

De nombreuses missions diplomatiques cubaines ont également eu des difficultés avec les banques étrangères qui traditionnellement leur prêtaient service dans de nombreux pays du monde. Cette situation a nui à leur bon fonctionnement, ainsi qu'à leur budget, du fait, entre autres, de difficultés dans le traitement du paiement des services consulaires.

Durant la période analysée, l'Office for Foreign Assets Control (OFAC) du département du Trésor étasunien a continué à infliger des amendes aux entreprises qui faisaient des affaires avec Cuba. Bien que totalement illégitime, car les Etats-Unis n'ont aucun pouvoir pour intervenir dans les affaires entre tiers, cette façon de procéder est très efficace pour couper toute relation commerciale avec l'île ou pour décourager d'en avoir.

Le 2 juillet 2025, l'OFAC a infligé une amende de 608 825 dollars à la société de logistique Key Holding (LLC), basée au Delaware, pour violations présumées du régime de sanctions imposé à Cuba. L'OFAC a justifié sa décision en expliquant que la filiale colombienne de Key Holding, Key Logistics Colombia (SAS), avait, entre janvier 2022 et juillet 2023, assuré l'acheminement de 36 cargaisons de la Colombie vers Cuba.

Le 15 juillet 2025, l'OFAC a annoncé avoir imposé une autre amende, d'un montant de 11 832 136 dollars, à la société de logistique Interactive Brokers LLC. (IB), basée à Greenwich, Connecticut, pour violation du régime de sanctions imposé à Cuba. L'OFAC a justifié sa décision en expliquant que IB avait, entre le 15 juillet 2016 et le 31 janvier 2024, fourni des services de courtage et d'investissement à des personnes résidant dans divers pays, dont Cuba.

La qualification arbitraire de Cuba comme État commanditaire de terrorisme a servi de justification pour rejeter les demandes en ligne d'autorisation de voyage aux États-Unis des ressortissants de pays bénéficiant du système ESTA s'étant rendu auparavant dans l'île.

Le Bureau de l'Historien de La Havane signalé une réduction notable des investissements du secteur privé dans les zones de restauration prioritaire du fait du déclin du tourisme, ce qui a entraîné une baisse de l'activité économique dans les zones patrimoniales de la ville.

Par contraste, les statistiques de ce Bureau montrent que, durant la dernière période de l'administration Obama, les investissements du secteur privé dans les activités liées au tourisme telles que l'hébergement, la restauration et les loisirs avaient augmenté, ce qui avait contribué, à l'époque, à accroître de façon exponentielle le nombre de restaurations de bâtiments dans la Vieille Havane.

Plus généralement, la qualification arbitraire de Cuba comme État commanditaire de terrorisme par le Département d'État américain, associée au renforcement sans

précédent du blocus, a eu des retombées négatives dans tous les domaines de la vie sociale à Cuba, avec des conséquences directes sur la qualité de vie et sur les droits humains de la population :

- La mortalité infantile à Cuba est passée de 4 décès pour mille naissances en 2018 à 9,9 décès pour mille naissances en 2025, soit une augmentation de 148 p. 100.
- Sur les 395 médicaments de la pharmacopée cubaine produits dans le pays, 300 sont en rupture de stock en raison des difficultés d'accès aux matières premières et aux intrants pharmaceutiques.
- Difficulté permanente à acheter des équipements médicaux de fabrication étasunienne ou contenant plus de 10 p. 100 de composants provenant de ce pays, ce qui contraint à recourir à des intermédiaires et à payer des prix bien plus élevés, lesquels peuvent être prohibitifs pour l'économie nationale.
- La difficulté d'acheter un groupe de médicaments innovants employés pour le traitement de cancers et produits par des sociétés pharmaceutiques étasuniennes se maintient. Parmi les médicaments inaccessibles figurent les suivants :
 - Pemetrexed (laboratoire : Lilly) : adénocarcinome pulmonaire, mésothéliome.
 - Palbociclib (Pfizer) : cancer du sein métastatique hormonosensible.
 - Brentuximab vedotin (Seattle Genetics) : lymphome de Hodgkin réfractaire après une greffe.
 - Pembrolizumab (MSD) et Nivolumab (Bristol Myers Squibb) : immunothérapie avancée pour le mélanome métastatique, le cancer du poumon, de la vessie et le lymphome de Hodgkin.
- Sérieuses limitations pour les services de gastroentérologie et de néphrologie d'accéder aux technologies de pointe. Impossibilité d'acheter des tours d'endoscopie digestive auprès de la société japonaise Olympus car, en raison de des difficultés de paiements et des menaces de sanctions, l'équipement coûterait à Cuba dix fois plus qu'il ne coûterait à un autre pays d'Amérique latine, et qu'il serait en outre impossible d'en assurer la maintenance. En néphrologie, des sociétés comme Baxter Healthcare et des distributeurs comme Vitalmex Interamericana S.A. refusent de commercer avec Cuba, en invoquant expressément le blocus.
- En ce qui concerne les services de cardiologie et de génétique, des équipements vitaux pour les enfants tels que le Heart Mate 3 et les pompes cardiaques PediMag et CentriMag de la société Abbott, fabriquées aux États-Unis, ne sont pas accessibles aux enfants cubains. Ces équipements peuvent prolonger la vie des jeunes enfants atteints de graves problèmes cardiaques sans nécessité de réaliser une greffe.

- Au cours de l'année 2025, une étude portant sur 140 patients a dû être interrompue par manque de phytohémagglutinine, un réactif produit par la société étasunienne Sigma-Aldrich, nécessaire pour la réalisation du caryotype postnatal, un test en laboratoire qui permet d'analyser les chromosomes d'un nouveau-né afin de détecter des malformations congénitales ou l'existence de syndromes génétiques.
- L'éducation spécialisée à Cuba continue de rencontrer de grandes difficultés malgré les efforts déployés par les institutions de ce secteur pour prendre en charge les élèves et leurs familles. Même si 259 élèves ont pu bénéficier d'implants cochléaires, 39 desdits implants se sont avérés défectueux ou manquent de batteries.
- Depuis cinq années scolaires, seuls 2 des 16 audiomètres existant en province fonctionnent, ce qui nuit à la stimulation auditive de 297 élèves pris en charge dans des écoles spécialisées et 803 dans diverses institutions générales.
- Les machines à écrire en braille (Perkins) destinées aux déficients visuels se sont détériorées. Dans le pays, on en a dénombré 21 d'irréparables. En tout, 63 nouvelles machines seraient nécessaires. Cette situation touche 126 élèves aveugles, dont 59 sont pris en charge dans des écoles spécialisées et 67 dans diverses institutions générales.
- En ce qui concerne les enfants sourds et malentendants, la directrice de l'école spéciale René Vilches Rojas, María de los Ángeles Escalona Arias a expliqué que, du fait du renforcement du blocus, il était impossible d'acheter les prothèses contours d'oreille et les implants cochléaires indispensables à ses élèves. 22 d'entre eux, sur 65, ont bénéficié d'implants, mais les limitations récentes réduisent considérablement la possibilité de réalisation de nouvelles opérations.
- Le secteur de la construction a connu une forte contraction. En 2025, la production nationale de ciment a enregistré son deuxième niveau le plus bas depuis le triomphe de la Révolution en 1959, ce qui a fortement ralenti l'exécution d'importants ouvrages publics. Quelques exemples : en 2025, le plan national de construction de routes n'a été réalisé qu'à hauteur de 43 p. 100 et celui de réparation aéroportuaire à 58 p. 100. De même, les plans concernant les ressources en eau et le logement n'ont été réalisés qu'à hauteur, respectivement, de 64 p. 100 et de 53 p. 100.
- Le transport de passagers à La Havane est actuellement assuré par une centaine de bus alors qu'il en faudrait au moins 3 000 pour offrir un service de qualité. De plus, l'assignation de quelque 40 000 tonnes de carburant l'année dernière au transport de passagers, ce qui est très peu, n'a pu être réalisée qu'à hauteur de 65 p. 100. Les autorités chargées du transport à Cuba ont estimé que la situation actuelle dans ce secteur était plus complexe que ne le furent les moments les plus durs de la Période Spéciale, dans les années quatre-vingt-dix.

- La présence de Cuba sur la liste des États commanditaires de terrorisme empêche les artistes cubains d'accéder aux programmes d'échange culturel parrainés par des entités étasuniennes. Les collaborations en cours avec des compagnies de danse contemporaine et de théâtre à New York et en Californie ont été interrompues en raison de l'impossibilité d'obtenir les autorisations de l'OFAC dans des délais raisonnables, ou suite à l'annulation de projets du fait de l'impossibilité de payer les créateurs cubains.
- Les difficultés concernant les investissements et l'achat d'intrants essentiels pour le secteur agropastoral national se sont accrues. Par exemple, le rendement du programme rizicole cubain n'a été que de 1,9 t/ha en 2025. Un chiffre inférieur de 2,31 t/ha à celui de 4,21 t/ha obtenu lors de la récolte 2018, c'est-à-dire avant le renforcement du blocus.

Intensification du discours hostile à Cuba comme outil de déstabilisation du gouvernement étasunien

À la longue liste de mesures visant à renforcer le blocus économique, commercial et financier appliquée au cours de la dernière année, s'est ajouté le recours réitéré à un discours extrêmement menaçant envers Cuba par les plus hauts responsables de l'actuelle administration étasunienne.

Le président Donald Trump a déclaré qu'il aurait « *l'honneur de prendre Cuba* ». Il a aussi menacé le gouvernement cubain si ce dernier refusait tout accord. Il a en outre déclaré que Cuba serait le prochain sur la liste, en faisant référence à la liste de pays dans lesquels la Maison-Blanche veut imposer un changement de régime.

Il a publiquement déclaré qu'il enverrait un porte-avions à une centaine de mètres des côtes cubaines afin d'effrayer Cuba et de provoquer l'effondrement de son système politique, économique et social. Cette déclaration est un exemple clair de menace de l'usage de la force et de violation de la souveraineté cubaine, puisque cette manœuvre suppose la pénétration dans les eaux territoriales nationales d'un groupe de bâtiments de la marine dans un objectif offensif clair.

De son côté, en janvier 2026, le secrétaire d'État Marco Rubio a déclaré devant le Sénat étasunien qu'il « *souhaitait voir un changement de régime à Cuba* ». De plus, lors d'apparitions publiques, il a, de façon réitérée, nié l'existence du blocus et a prétendu imputer au gouvernement cubain la responsabilité des malheurs du pays, ce qui prouve sa malhonnêteté et son manque de scrupules.

Les cercles de pouvoir étasuniens ont orchestré une campagne médiatique pour justifier auprès de l'opinion publique étasunienne l'idée d'une action militaire directe contre Cuba. Plusieurs médias étasuniens ont évoqué des vols militaires de reconnaissance près des côtes cubaines, ainsi que l'actualisation par le Pentagone de ses plans d'opération contre Cuba.

Dans le même ordre d'idées, en juin 2026, le secrétaire à la Guerre, Pete Hegseth, a visité la base navale de Guantanamo, territoire occupé illégalement, et a averti que les États-Unis « *étaient prêts à toute éventualité* » en ce qui concerne Cuba.

Ces déclarations ont été faites dans un contexte où la pression exercée sur la population cubaine, et les souffrances qui lui sont infligées, sont sans précédent. Tout cela participe du siège de Cuba. Un siège structuré, chirurgicalement conçu, extrêmement large, et qui pourrait être, aujourd'hui plus clairement que depuis des décennies, le prélude à une agression directe contre le territoire cubain.

Par ailleurs, le gouvernement étasunien a lancé, entre mars 2025 et février 2026, une campagne féroce de calomnies et de pressions, qui est toujours en cours, afin de provoquer la fin de la coopération médicale cubaine dans plusieurs pays. Dans cet objectif, il a recouru à des méthodes extrêmement mesquines, comme la menace de révoquer les visas étasuniens des **tous les** fonctionnaires de pays tiers qui participeraient à la signature d'accords de coopération médicale avec Cuba.

Ces menaces ne sont pas restées lettres mortes. Le 3 juin 2025, le Département d'État a annoncé que des fonctionnaires de gouvernements d'Amérique centrale seraient soumis à des restrictions de visas d'entrée aux États-Unis en raison de leurs liens avec les programmes de coopération médicale cubaine. Le 13 août 2025, le secrétaire d'État étasunien a annoncé des restrictions de visa similaires pour les fonctionnaires de plusieurs pays, ainsi que pour d'anciens fonctionnaires de l'Organisation panaméricaine de la santé.

Il convient de noter que les accords de coopération médicale signés entre les autorités nationales sanitaires cubaines et celles d'autres États reposent sur le principe de légalité et de bénéfice mutuel, et constituent en outre, selon les normes internationales, une forme authentique de coopération Sud-Sud.

Manifestations de rejet du blocus et de solidarité avec Cuba à travers le monde

Le blocus constitue une violation massive, flagrante et systématique des droits humains du peuple cubain, à une échelle encore plus grande depuis son récent renforcement et la mise en place du blocus pétrolier. Cela a été constaté par le Rapporteur spécial du Conseil des droits de l'homme sur les effets négatifs des mesures coercitives unilatérales sur l'exercice des droits de l'homme, Alena Douhan, lors de sa visite officielle à Cuba du 11 au 21 novembre 2025.

Le 11 mai 2026, le Secrétaire général de l'Organisation des Nations Unies a évoqué les mesures coercitives des États-Unis contre Cuba, et a rappelé la résolution présentée par l'île à l'Assemblée générale, qui qualifie ces sanctions d'illégales et contraires au droit international. Il a également rejeté toute approche militaire et a exprimé son souhait de voir le peuple cubain cesser de souffrir si terriblement, en faisant allusion aux conséquences du renforcement du blocus.

Plus récemment, en juin 2026, le Haut-Commissaire des Nations Unies aux droits de l'homme, Volker Türk, a déclaré que l'élargissement des sanctions imposées par les États-Unis à Cuba portait atteinte à la population sur de nombreux plans et mettait des vies en danger. Il a demandé instamment la levée de ces sanctions.

Le Haut-commissaire a déclaré que *« les restrictions sur le carburant imposées depuis début 2026 et le récent durcissement des sanctions extraterritoriales nuisent directement à la population cubaine, en particulier aux plus vulnérables. »* Il a ajouté que *« des enfants meurent parce que les médecins n'ont pas accès aux fournitures médicales et aux médicaments essentiels. »* À une autre occasion, le Haut-commissaire a déclaré : *« Cuba est en train de sombrer à cause des sanctions américaines. »*

Un soutien important au combat pour la levée du blocus a été observé aux États-Unis. Des mouvements sociaux, des syndicats, des organisations communautaires, des intellectuels et de vastes secteurs de la société civile ont été à l'origine d'actions - envois de lettres, pétitions, campagnes - qui ont reçu une adhésion massive. Des déclarations d'élus locaux et de parlementaires ont mis en cause la politique d'asphyxie et ont appelé à des relations avec Cuba fondées sur le dialogue et le respect du droit international. Ces déclarations montrent que le rejet du blocus ne provient pas seulement d'en dehors des États-Unis, mais également de citoyens et d'organisations de ce pays.

Les pays africains ont continué à montrer une solidarité indéfectible envers Cuba. En février 2026, l'Assemblée de l'Union africaine a adopté, pour la dix-septième fois d'affilée, une résolution condamnant le blocus imposé à Cuba par les États-Unis. Cette résolution appelle également à radier Cuba de la Liste des États commanditaires de terrorisme, et exprime les inquiétudes de ses auteurs face aux retombées extraterritoriales dudit blocus, en particulier face à l'application du Titre III de la Loi Helms-Burton.

En Amérique latine et dans les Caraïbes, le rejet du blocus imposé à Cuba par les États-Unis et la solidarité avec l'île ont été clairement exprimés tout au long de 2025 et au début de 2026. Des plus hauts niveaux gouvernementaux, avec les déclarations réitérées de présidents tels Claudia Sheinbaum (Mexique), Luis Arce (Bolivie), Lula da Silva (Brésil), Gustavo Petro (Colombie), Gabriel Boric (Chili), Nicolás Maduro (Venezuela), Xiomara Castro (Honduras) et de premiers ministres tels Mia Mottley (La Barbade), Gaston Browne (Antigua-et-Barbuda), John Briceño (Belize) et Dickon Mitchell (Grenade), jusqu'aux niveau parlementaire, avec les résolutions parlementaires adoptées au Pérou, en Uruguay et en Jamaïque, et les déclarations de groupes interparlementaires d'amitié avec Cuba dans des pays tels que le Chili et l'Équateur.

Des déclarations officielles et des mobilisations sociales ont également été enregistrées en Asie et en Océanie. En Chine et au Vietnam, les plus hautes autorités de l'État et du gouvernement ont exigé la levée des mesures coercitives et rejeté la présence de Cuba sur la liste des États commanditaires de terrorisme. En Australie, en Nouvelle-Zélande, au Japon, en Inde et à Timor-Leste, des partis politiques, des associations de solidarité et des syndicats ont lancé des pétitions de soutien à la nation caribéenne.

En Europe, les voix contre le blocus se sont fait entendre haut et fort dans plusieurs instances. Des appels officiels lancés par la Douma d'État et le Conseil de la Fédération de Russie aux déclarations faites au Parlement européen, en passant par les motions largement soutenues au Royaume-Uni, le message a été clair : le blocus doit être levé. De même, diverses autorités politiques en France, Belgique, Irlande, Espagne, Autriche, Croatie, Pologne, Biélorussie et Luxembourg ont fait des déclarations ou pris des initiatives mettant en avant l'illégalité et les retombées humanitaires du blocus.

Toutes ces manifestations de soutien et de solidarité ont été reflétées par le soutien massif dont a fait l'objet la dernière résolution cubaine contre le blocus présentée à l'Assemblée générale des Nations Unies, le 29 octobre 2025, quand 165 États membres ont voté pour la fin de la politique obsolète et criminelle menée contre le peuple cubain. Il convient également de noter qu'au débat de haut niveau de la quatre-vingtième session de l'Assemblée générale des Nations Unies, en septembre 2025, 43 dirigeants ont levé leurs voix pour demander la fin du blocus, un thème qui a été l'un des plus abordés de la réunion.

Les sociétés civiles du monde entier ont généralement joué un rôle central et extrêmement actif dans la dénonciation du blocus : des organisations de solidarité, des associations d'amitié, des réseaux médicaux et des organisations non gouvernementales ont organisé des campagnes de collecte de signatures et de dons, ainsi que des actions publiques destinées à rendre visibles les retombées humanitaires du blocus imposé à Cuba. Par exemple : une lettre adressée au président des États-Unis, signée dans un premier temps par 515 intellectuels et artistes, à la demande de la Section mexicaine du Réseau des Intellectuels et Artistes en Défense de l'Humanité, a recueilli plus de 20 000 signatures.

Des syndicats, des corporations et des mouvements politiques de jeunes de plusieurs pays ont adopté des résolutions de condamnation du blocus et ont appelé à des manifestations devant les ambassades, montrant ainsi que la protestation contre le blocus va au-delà des forums diplomatiques et s'étend jusqu'aux rues des villes du monde entier.

Le convoi *Our America* a constitué une manifestation emblématique de la solidarité internationale avec Cuba : des délégations composées de nombreuses organisations de solidarité, de syndicats, de collectifs d'étudiants et de groupes culturels se sont rendus sur l'île pour exprimer de façon présente leur rejet du blocus et offrir un soutien matériel et symbolique.

Dans ce contexte si défavorable, décrit en détail dans le présent rapport, Cuba n'est pas seule. L'immense majorité des membres de la communauté internationale, des forces politiques, des organisations de la société civile et des personnalités du monde entier restent solidaires de l'île.

La résistance des Cubains à un siège aussi impitoyable continuera de susciter l'admiration à travers la planète. Le peuple cubain ira de l'avant car sa résilience, sa créativité et sa détermination ne peuvent en aucun cas être entravées.

Annexe :

Chiffrage des dommages causés par le blocus par secteurs d'activité pour la période du 1^{er} mars 2025 au 28 février 2026.

Santé : des dommages économiques s'élevant à **367 303 500 dollars** ont été enregistrés.

Éducation : le ministère cubain de l'Éducation a signalé des dommages, pour la période analysée, d'une valeur de **73 799 500 dollars**. Pour sa part, le ministère de l'Enseignement supérieur a fait état de dommages se montant à **24 207 000 dollars**.

Production alimentaire : les groupes d'entreprises agricoles ont enregistré des dommages dus au blocus s'élevant à **848 088 919 dollars**.

Sports : des dommages de l'ordre de **36 271 620 dollars** ont été enregistrés dans ce secteur.

Culture : les dommages dans ce secteur ont été chiffrés à **435 523 400 dollars**.

Biotechnologie : le Groupe d'entreprises des Industries biotechnologiques et pharmaceutiques de Cuba, BIOCUBAFARMA, a subi des pertes du fait du blocus d'un montant de **134 378 690 dollars**.

Tourisme : dommages estimés à **2 093 914 700 dollars**.

Secteur électro-énergétique : les pertes enregistrées dans ce domaine s'élèvent à **802 352 780 dollars**.

Télécommunications : les dommages enregistrés dans ce secteur s'élèvent à **135 427 300 dollars**.

Transports : les dommages causés se montent à **202 010 740 dollars**.